

# Comment l'Europe s'est mise entre les mains des producteurs de gaz

[transitionsenergies.com/europe-entre-les-mains-producteurs-gaz/](https://transitionsenergies.com/europe-entre-les-mains-producteurs-gaz/)

La rédaction



La flambée des prix du gaz naturel au cours des derniers mois a provoqué un vent de panique en Europe. La secousse a été violente, comparée au choc pétrolier de 1973. Elle a soudain fait vaciller des stratégies de transition énergétique fois à la fois simplistes et dogmatiques. Il suffisait de multiplier les éoliennes et les panneaux solaires et pour palier l'intermittence de production des renouvelables remplacer les centrales à charbon par des centrales à gaz. Une pincée de voitures électriques et d'hydrogène fabriqué par électrolyse et le tour était joué.

La reprise de contact avec la réalité a été comme toujours brutale. La conséquence en a été par exemple le retour en grâce inattendu du nucléaire en France et même à la COP26. Mais pas vraiment à Bruxelles et encore moins outre-Rhin où on commence tout de même à se préoccuper de la dépendance européenne au gaz naturel. D'autant plus qu'elle ne peut d'ailleurs que s'accroître compte tenu des politiques énergétiques menées ou annoncées, que ce soit par la Commission ou par la coalition qui arrive au pouvoir en Allemagne.

## La grande faiblesse des stratégies énergétiques européenne

La crise du gaz a deux origines, l'une conjoncturelle et l'autre, plus problématique car structurelle. L'une comme l'autre illustrent la grande faiblesse des stratégies énergétiques européenne construites sur des intentions et des proclamations louables mais sur des bases économiques et technologiques fragiles et incertaines

Les raisons conjoncturelles de la crise sont bien identifiées: reprise économique brutale et rapide après la pandémie en Asie, préemption par la Chine de toutes les cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL) pour pallier ses difficultés d'approvisionnement en charbon, stocks très bas en Europe à la suite d'un hiver 2020 rude et de l'absence de vent depuis en 2021. La panne de vent cette année aura au moins eu le mérite de balayer une partie

des illusions et détruire de nombreuses hypothèses sur la production éolienne réelle. On peut y ajouter des problèmes techniques sur diverses installations gazières en Norvège, au Trinidad et au Pérou, et pour finir une certaine insuffisance des livraisons venant de Russie, conséquence d'un manque de capacités et sans doute d'un peu de pressions politiques venues du Kremlin.

La hausse du prix du gaz a touché brutalement les consommateurs partout en Europe. Les consommateurs de gaz mais aussi d'électricité dont les prix de gros se sont envolés. La plupart des États ont réagi dans l'urgence avec comme principal objectif de protéger le pouvoir d'achat des populations avec des baisses de taxes, des blocages des prix ou la distribution de chèques pour les plus démunis. Comme l'énergie est par définition au cœur de toute l'activité économique, en cas de crise, le maintien des prix et de la sécurité d'approvisionnement l'emportent sur toutes les autres considérations... à commencer par le niveau des émissions de CO2. Les centrales à charbon et au lignite ont ainsi tourné à plein régime en Allemagne.

## **La promotion aveugle des centrales à gaz**

---

Mais la crise a aussi des causes structurelles. À savoir, depuis trente ans une organisation du secteur électrique européen autour de la création d'un grand marché unique et du développement massif des énergies renouvelables. Tout cela a eu pour conséquence mal anticipée de promouvoir la production d'électricité avec des centrales à gaz et de donner toujours plus de poids au principal fournisseur de l'Europe, le géant russe Gazprom.

Jusqu'au début des années 1990, l'organisation du secteur électrique reposait dans la plupart des pays d'Europe sur des monopoles. Ils avaient construit et géraient les infrastructures de réseau et de production avec de puissantes centrales à charbon, hydrauliques et nucléaires d'une durée de vie minimum d'un demi-siècle. Le développement de centrales à gaz, plus performantes, moins coûteuses en capital et en fonctionnement et la découverte de gisements de gaz en mer du Nord ont tout changé. Celle-ci a ouvert la voie à la libéralisation et à la création d'un grand marché européen de l'électricité qui devait garantir une meilleure gestion, une résorption des surcapacités et une baisse des prix pour les consommateurs. Il n'en a rien été... au contraire.

## **Un mécanisme de prix totalement pervers**

---

D'autant plus que la bureaucratie européenne a persisté selon ses habitudes dans ses erreurs, sans jamais les reconnaître. En 2008, en pleine crise financière et pétrolière, l'Europe a ainsi imposé une directive dite « 3 x 20 » qui fixe des objectifs encore plus ambitieux de développement d'ENR et d'efficacité énergétique. Cette politique est la copie conforme de la fameuse Energiewende allemande qui a consisté à tout miser sur les renouvelables et à sortir simultanément du nucléaire. Avec pour conséquence un recours massif aux centrales au charbon et au lignite pour faire face à l'intermittence de

production des éoliennes et des panneaux solaires. Pour sortir de cette impasse, l'Allemagne a annoncé en 2018 la fin du charbon en 2038... qui sera remplacé par des centrales à gaz.

Sur le plan purement économique, les décisions ont été encore plus aberrantes. Le marché ne permettant pas de couvrir leurs coûts d'investissement, l'éolien et le solaire photovoltaïque sont soutenus depuis près de vingt ans par des mécanismes sécurisant les revenus de leurs exploitants en leur garantissant des prix d'achat élevés et la priorité. Ces mécanismes se sont révélés particulièrement nocifs quand le développement des ENR est devenu massif.

Le prix de gros de l'électricité est établi par le mécanisme dit du *merit order*: après que l'énergie des ENR est acquise en priorité, il fait appel aux centrales de base (nucléaires en France, lignite et charbon en Allemagne) et enfin aux centrales au gaz. Le prix de marché est fixé par le coût marginal de la dernière unité de production utilisée. En période de faible demande, quand il y a du vent et du soleil et qu'il ne fait pas trop froid ou trop chaud, les prix sont bas, dans le cas contraire, les prix s'alignent sur celui du gaz.

Depuis 2010, l'afflux massif d'ENR a fait structurellement baisser les prix du marché de gros tout en les rendant plus volatils selon la météorologie et l'absence ou non de vent et de soleil. Les conséquences ont été catastrophiques pour l'équilibre du système électrique. Les prix bas n'incitent pas aux investissements dans les moyens de production «piloteables» (mobilisables à la demande), capables d'assurer la sécurité d'approvisionnement dans les périodes sans vent et sans soleil et de garantir la stabilité du système.

## **Chaque pays compte sur les autres pour pallier ses faiblesses**

---

Pour répondre à cette difficulté, les gouvernements ont mis en place de nouveaux systèmes dits «mécanismes de capacité» pour financer des centrales «piloteables» et évidemment éviter une succession de black-out. Chaque État membre a donc conçu sa propre stratégie... en limitant les dépenses et en comptant souvent sur les autres pour faire face aux périodes de pointe de forte demande. Tout cela a été fait sans la moindre coordination. Dans un système interconnecté la sécurité d'approvisionnement dépend pourtant de tous...

De sur-capacitaire, l'Europe est aujourd'hui devenue sous-capacitaire en production électrique, avec un coût marginal indexé de plus en plus souvent sur le prix du gaz et exposé à ses variations d'une grande brutalité. Et ce n'est que le commencement puisque les politiques qui ont conduit à cette situation ont été accélérées... Une note de France Stratégie publiée en janvier 2021 a évalué à 110 GW (sur 550 GW en 2020) la puissance «piloteable» qui devrait être retirée du réseau européen d'ici 2030-2035. Cette étude ignorée annonce la multiplication des pénuries et des black-out sur tout le continent.

Et ces tensions ne peuvent aller qu'en s'aggravant en raison de la nécessaire électrification de l'économie et des usages, un élément majeur de la transition et dans le même temps du durcissement annoncé de la politique environnementale européenne qui, par exemple, impose de fait les véhicules électriques à batteries. Qu'il faut bien recharger de temps à autre...

## **Un échec patent**

---

La transition énergétique européenne est un échec patent. La promesse de prix bas pour les consommateurs n'a pas été tenue, comme vient de le reconnaître l'ACER (Agence de coopération des régulateurs de l'énergie). Le pouvoir d'achat des ménages est en danger. Et l'industrie européenne voit sa compétitivité menacée face à ses concurrents opérant dans des pays en Asie et en Amérique du Nord où l'énergie est à bas prix. Enfin, même les bénéfices d'une telle stratégie en terme d'émissions de gaz à effet de serre restent faibles.

L'Union européenne reste dépendante des énergies fossiles pour les trois quarts de son approvisionnement et si ses émissions de CO2 ont baissé, elle le doit surtout à sa désindustrialisation. Elle est par ailleurs de plus en plus dépendante de matériaux stratégiques comme les terres rares, le lithium, le cobalt, le cuivre, indispensables aux infrastructures renouvelables... et de plus en plus dépendante de ses fournisseurs de gaz.

## **Obnubilé par l'idéologie et l'affichage politique**

---

L'Europe obnubilée par des choix idéologiques, le marché et les renouvelables décarbonés, a oublié des lois économiques et physiques intangibles. L'électricité ne se stocke pas, est vitale pour nos économies hyper-connectées, et requiert des investissements lourds et des équipements conçus pour fonctionner pendant un demi-siècle et parfois plus. L'espérance de vie d'une centrale, le mode de chauffage des bâtiments et les filières d'approvisionnement en ressources et combustibles stratégiques s'étalent sur des décennies. Et puis dans l'énergie, les questions de rapports de force géopolitiques sont essentiels.

Il n'est pas sûr que Bruxelles sous influence allemande mesure ses erreurs. D'autant qu'elle s'apprête à en commettre d'autres. Une lutte acharnée a lieu en ce moment sur la question très technique de la «taxonomie», à savoir la classification des technologies dites «vertes» qui leur permettra d'accéder à des financements privilégiés. Plusieurs pays, menés par la France, souhaitent que le nucléaire y soit intégré car décarboné, ce à quoi s'opposent d'autres pays menés par l'Allemagne, qui souhaitent en revanche que le gaz soit labellisé vert en tant qu'«énergie de transition».

Par ailleurs, l'Espagne et la France ont aussi demandé à la Commission de revoir les règles de fonctionnement des marchés et de décorréliser les tarifs de l'électricité du prix du gaz. Les pays du nord de l'Europe, emmenés par l'Allemagne, s'y opposent formellement.

Si l'Europe choisit à nouveau le modèle allemand et sa promesse de «pureté», la transition sera un désastre politique et social.

**Léon Thau**